

ARRÊTÉ DU 9 JANVIER 2026

portant **PROLONGATION** de l'autorisation à l'entreprise DRF DECORATION RAVALEMENT DE FACADE de stationner un véhicule de chantier et d'installer un échafaudage, 5 rue Franklin Roosevelt, du 17 novembre au 16 janvier 2026.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal n°2025/2011 du 01 novembre 2025 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** la délibération du 3 avril 2025 fixant le tarif général des droits de voirie,
- VU** l'arrêté municipal n°2025-PM-1010 portant autorisation à l'entreprise DRF DECORATION RAVALEMENT DE FACADE de stationner un véhicule de chantier et d'installer un échafaudage, 5 rue Franklin Roosevelt, du 17 novembre au 16 janvier 2026,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de PROLONGER les mesures prises par l'arrêté initial,

ARRÊTE

- ARTICLE 1 :** L'entreprise DRF DECORATION RAVALEMENT DE FACADE est autorisée à occuper le domaine public afin de stationner un véhicule de chantier et d'installer un échafaudage au 5 rue Franklin Roosevelt, du lundi 17 novembre 2025 à 08h00 **au vendredi 27 février 2026 à 18h00.**
- ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit sur 1 emplacement arrêt minute au droit du chantier, 5 rue Franklin Roosevelt, du lundi 17 novembre 2025 à 08h00 **au vendredi 27 février 2026 à 18h00.**
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 4 :** L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.
- ARTICLE 5 :** Le montant des droits à acquitter par le permissionnaire est fixé comme suit :

Stationnement VL de chantier : 1 VL x 40€ x 15 semaines	600,00 €
Échafaudage : (10m x 1,20m) x 4€ x 15 semaine	720,00 €
TOTAL :	1 320,00 €
ARRÊTÉ à la somme de : MILLE TROIS CENT VINGT EUROS	

Le règlement de la somme indiquée ci-dessus est à régler auprès de la trésorerie après réception du titre de recette correspondant.

- ARTICLE 6 :** Pendant toute la durée de sa validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 7 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

